

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2016

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2016**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

EDITION
Jurisprudences

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre de postes offerts pour le recrutement par concours externe dans le grade d'agent d'exécution des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, et des rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Secrét n° 2010-110 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 10 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de priorisation des déversements et des rejets directs et indirects

Journal officiel
de l'Union européenne

Législation

1. Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Jurisprudence

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 19

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

Déclaration

Arrêté du 23 décembre 2015 fixant le modèle du formulaire « Déclaration d'accident du travail ou d'accident de trajet ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 19 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 18 mars 2016 fixant le modèle du formulaire « certificat médical accident du travail - maladie professionnelle ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel n° 75 du 30 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Réparation

Décret n° 2016-756 du 7 juin 2016 relatif à l'amélioration de la reconnaissance des pathologies psychiques comme maladies professionnelles et du fonctionnement des comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles (CRRMP).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 juin 2016, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Circulaire CNAMTS/DRP CIRC-19/2016 relative aux modifications réglementaires relatives à la reconnaissance des maladies professionnelles.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés / Direction des risques professionnels (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM, 8 p.).

Sécurité sociale

Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle.

Parlement. Journal officiel du 19 novembre 2016, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr, 69 p.).

Loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Parlement. Journal officiel du 24 décembre 2016, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr, 78 p.).

Tableaux

Arrêté du 30 mars 2016 fixant la liste des maladies professionnelles à évolution lente prises en compte pour la mise en œuvre du droit d'option entre pension de retraite anticipée et pension d'invalidité pour maladie professionnelle.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 98 du 26 avril 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Tarification

Arrêté du 23 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 1er décembre 2016, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr, 14 p.).

Arrêté du 19 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2016, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2017.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 85 (www.legifrance.gouv.fr, 10 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2017.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 86 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2017 (rectificatif).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2016, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour 2017.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 75 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2016 portant modification de l'arrêté du 16 octobre 1995 modifié pris pour l'application de l'article D. 242-6-5 du Code de la sécurité sociale relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2016, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles à Mayotte pour l'année 2017.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 84 (www.legifrance.gouv.fr, 11 p.).

Arrêté du 23 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1er décembre 2016, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr, 1p.).

Arrêté du 23 novembre 2016 fixant les coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour l'année 2017.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 1^{er} décembre 2016, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr, 1p.).

LIEUX DE TRAVAIL

Affichage

Décret n° 2016-1417 du 20 octobre 2016 relatif à la simplification des obligations des entreprises en matière d'affichage et de transmission de documents à l'administration.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 octobre 2016, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Tabagisme

Ordonnance n° 2016-623 du 19 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/40/UE sur la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 mai 2016, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Décret n° 2016-1117 du 11 août 2016 relatif à la fabrication, à la présentation, à la vente et à l'usage des produits du tabac, des produits du vapotage et des produits à fumer à base de plantes autres que le tabac.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 août 2016, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 9 p.).

Vestiaires

Décret n° 2016-1331 du 6 octobre 2016 relatif aux obligations des entreprises en matière de vestiaires et de restauration sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 octobre 2016, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2016-1239 du 20 septembre 2016 relatif aux dérogations en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 22 septembre 2016, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Note de service DGER/SDPFE/2016-435 du 26 mai 2016 concernant les dispositions relatives aux travaux en hauteur dans les arbres.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du Ministère chargé de l'agriculture, n° 23 du 26 mai 2016, 3 p.

Décret n° 2016-1512 du 8 novembre 2016 relatif à la déclaration de chantiers forestiers et sylvicoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 10 novembre 2016, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 6 décembre 2016, texte n° 74 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Etablissements de soins

Arrêté du 24 décembre 2015 relatif au contenu de la déclaration décrivant l'organisation et le fonctionnement des services autonomes de santé au travail des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Circulaire interministérielle n° DGOS/RH4/DEGSIP/A1-4/2016/167 du 26 mai 2016 relative à la mise en œuvre du temps de travail des internes conformément aux dispositions du décret n° 2015-225 du 26 février 2015 et de ses arrêtés d'application.

Ministère chargé de la Santé (circulaires.legifrance.gouv.fr, 11 p.).

Jeunes

Circulaire du 21 janvier 2016 relative à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la Fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits «réglementés».

Ministère de la décentralisation et de la fonction publique. (circulaire.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Instruction interministérielle n° DGT/CT1/DGEFP/DPJJ/DGESCO/DGCS/DGER DAFSL/2016/273 du 7 septembre 2016 relative à la mise en œuvre des dérogations aux travaux interdits pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé du Travail (http://circulaire.gouv.fr, 51 p.).

Décret n° 2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits «réglementés».

Ministère chargé des Collectivités territoriales. Journal officiel du 5 août 2016, texte n° 52 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Note d'information n° ARCB1616385N du 7 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits «réglementés».

Ministère chargé des Collectivités territoriales (circulaire.legifrance.gouv.fr, 17 p.).

Pénibilité

Arrêté du 11 février 2016 relatif à la fixation des frais d'assiette et de recouvrement des cotisations dues au titre du financement du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel n° 38 du 14 février 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Circulaire CNAV n° 2016-10 du 5 février 2016 relative au compte personnel de prévention de la pénibilité – utilisation pour la retraite – majoration de durée d'assurance.

Caisse nationale d'assurance vieillesse (www.legislation.cnav.fr, 20 p.).

Instruction n° DGT/DSS/SAFSL/2016/178 du 20 juin 2016 relative à la mise en place du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministères chargés du Travail, de la Santé et de l'Agriculture (circulaires.legifrance.gouv.fr, 44 p.).

Décret n° 2016-953 du 11 juillet 2016 fixant les taux de la cotisation additionnelle due au titre du financement du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel du 13 juillet 2016, texte n°24 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-1102 du 11 août 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « compte personnel de prévention de la pénibilité ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 août 2016, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 1^{er} juillet 2016 fixant les modèles des formulaires de demande d'utilisation de points acquis sur le compte prévention pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 juillet 2016, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2016-1567 du 21 novembre 2016 relatif à la généralisation de la déclaration sociale nominative.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel du 23 novembre 2016, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2016-1950 du 28 décembre 2016 relatif aux traitements de données à caractère personnel liés au compte personnel d'activité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 103 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 15 novembre 2016 fixant le modèle du formulaire « Déclaration annuelle des données sociales - DADS 2016 ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 décembre 2016, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 relatif à la déclaration annuelle des données sociales.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel du 31 décembre 2016, texte n° 38 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Arrêté du 4 juin 2016 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile (n°1536).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2016, texte n° 54 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 novembre 2016 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Confédération française du commerce de gros et international (CGI) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 décembre 2016, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 novembre 2016 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Confédération nationale des poissonniers écaillers de France (CNPEF) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 décembre 2016, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 novembre 2016 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Fédération du négoce de bois et des matériaux de construction (FNBM) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 décembre 2016, texte n° 41 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 novembre 2016 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'observatoire des métiers et des qualifications dans la distribution, location, maintenance des matériels agricoles, de travaux publics, de manutention et de parcs et jardins (SDLM), dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 décembre 2016, texte n° 42 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Production de films cinématographiques et audiovisuels

Arrêté du 15 octobre 2016 relatif aux mesures de prévention à prendre dans la production de films cinématographiques et audiovisuels.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 octobre 2016, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr, 24 p.).

Restauration

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 21 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Travailleurs détachés

Arrêté du 22 avril 2016 fixant les modèles de déclaration de détachement.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 120 du 25 mai 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2016-1044 du 29 juillet 2016 relatif à la transmission dématérialisée des déclarations et attestations de détachement de salariés et autorisant un traitement des données à caractère personnel qui y figurent.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 juillet 2016, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Décret n° 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 8 novembre 2016 fixant le modèle de déclaration subsidiaire de détachement du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 3 décembre 2016, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2016-1748 du 15 décembre 2016 relatif à l'interopérabilité du système d'information des prestations de services internationales (SIPSI) et du système d'information de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics (SI-CIP) ainsi qu'à la dématérialisation de la déclaration subsidiaire de détachement effectuée par les maîtres d'ouvrage et donneurs d'ordre.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 17 décembre 2016 ; texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Décret n° 2016-418 du 7 avril 2016 adaptant le titre VI du livre II de la première partie du Code du travail aux entreprises de transport détachant des salariés roulants ou navigants sur le territoire national et modifiant le Code des transports.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 84 du 9 avril 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 29 juin 2016 relatif à l'attestation de détachement des salariés roulants et navigants des entreprises de transport.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 juin 2016, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 15 décembre 2016 relatif à l'attestation de détachement des salariés roulants et navigants des entreprises de transport.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal Officiel du 27 décembre 2016, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Organisation Santé au travail

CHSCT

Décret n° 2016-345 du 23 mars 2016 relatif à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 71 du 24 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-346 du 23 mars 2016 relatif à la composition et au fonctionnement de l'instance mentionnée à l'article L. 2391-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 71 du 24 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-453 du 12 avril 2016 relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 88 du 14 avril 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Décret n° 2016-868 du 29 juin 2016 relatif aux modalités de consultation des institutions représentatives du personnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 juin 2016, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Expertise

Décret n° 2016-1761 du 16 décembre 2016 relatif aux modalités selon lesquelles s'exercent les contestations relatives aux experts agréés auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 décembre 2016, texte n° 48 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 juin 2016 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} juillet 2016, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

CONSEIL D'ORIENTATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (COCT)

Décret n° 2016-1834 du 22 décembre 2016 relatif à l'organisation, aux missions, à la composition et au fonctionnement du Conseil d'orientation des conditions de travail et des comités régionaux.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 décembre 2016, texte n° 58 (www.legifrance.gouv.fr, 10 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

Parlement. Journal officiel du 27 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 114 p.).

Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Parlement. Journal officiel du 9 août 2016, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr, 100 p.).

Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 septembre 2016, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2016, texte n° 65 (www.legifrance.gouv.fr, 14 p.).

Décret n° 2016-1358 du 11 octobre 2016 relatif aux conditions d'exercice des collaborateurs médecins dans les services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 octobre 2016, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Surveillance médicale

Arrêté du 28 décembre 2015 abrogeant diverses dispositions relatives à la surveillance médicale renforcée des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2016-828 du 22 juin 2016 relatif au suivi médical post-professionnel des agents des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux exposés à un agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 juin 2016, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Note n° ARCB 1607834N du 25 mars 2016 relative aux modalités du suivi médical post professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à une substance cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction.

Ministère chargé des Collectivités territoriales (circulaire.legifrance.gouv.fr, 17 p.).

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Décret n° 2016-1646 du 1^{er} décembre 2016 relatif aux modalités d'exercice de la profession d'assistant dentaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 décembre 2016, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Déchets d'activités de soins

Décret n° 2016-1590 du 24 novembre 2016 modifiant le Code de la santé publique et relatif aux déchets assimilés à des déchets d'activités de soins à risques infectieux et aux appareils de prétraitement par désinfection.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 novembre 2016, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 4 mai 2016 modifiant l'arrêté du 23 août 2011 fixant, en application de l'article R. 1335-8-1 du Code de la santé publique, la liste des pathologies conduisant pour les patients en autotraitement à la production de déchets d'activité de soins à risque infectieux perforants.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel n° 108 du 10 mai 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Vaccination

Décret n° 2016-1758 du 16 décembre 2016 relatif à la vaccination contre l'hépatite B des thanatopracteurs.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 décembre 2016, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 2 août 2016, texte n° 36 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Arrêté du 2 mars 2016 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 mars 2016, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêtés du 2 mars 2016 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 mars 2016, textes n° 31 et 32 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêtés du 25 octobre 2016 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} novembre 2016, textes n° 22, 23, 24, 26 (www.legifrance.gouv.fr.).

Arrêtés du 2 mars 2016 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 mars 2016, textes n° 28, 29, 30, 33, 35, 36 et 37, (www.legifrance.gouv.fr).

Arrêtés du 25 octobre 2016 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} novembre 2016, textes n° 25, 27 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêtés du 25 octobre 2016 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} novembre 2016, textes n° 21, 28 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 15 novembre 2016 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 novembre 2016, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Étiquetage

Rectificatif au règlement (UE) n° 286/2011 du 10/03/11 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du parlement européen et du conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 125 du 13 mai 2016, p. 25.

Règlement (UE) 2016/918 de la Commission du 19 mai 2016 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 156 du 14 juin 2016, pp. 1-103.

Règlement (UE) 2016/1179 de la Commission du 19 juillet 2016 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 195 du 20 juillet 2016, pp. 11-25.

Directive (UE) 2016/2037 de la Commission du 21 novembre 2016 modifiant la directive 75/324/CEE du Conseil en ce qui concerne la pression maximale admissible des générateurs aérosols et adaptant ses dispositions en matière d'étiquetage au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 314 du 22 novembre 2016, pp. 11-13.

Rectificatif au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Parlement européen, Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 349 du 21 décembre 2016, pp. 1-7.

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2016/26 de la Commission du 13 janvier 2016 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les éthoxylates de nonylphénol.

Commission européenne. Journal officiel n° L 9 du 14 janvier 2016, pp. 1-3.

Règlement (UE) 2016/2235 de la Commission du 12 décembre 2016 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le bisphénol A.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 337 du 13 décembre 2016, pp. 3-5.

Reach

Règlement (UE) 2016/217 de la Commission du 16 février 2016 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le cadmium.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 40 du 17 février 2016, pp. 5-6.

Règlement (UE) 2016/266 de la Commission du 7 décembre 2015 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 54 du 1er mars 2016, pp. 1-446.

Règlement (UE) 2016/863 de la Commission du 31 mai 2016 modifiant les annexes VII et VIII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne la corrosion ou l'irritation cutanée, les lésions oculaires graves ou l'irritation oculaire et la toxicité aiguë.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 144 du 1er juin 2016, pp. 27-31.

Règlement (UE) 2016/1005 de la Commission du 22 juin 2016 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les fibres d'amiante (la chrysotile).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 165 du 23 juin 2016, pp. 4-7.

Règlement (UE) 2016/1017 de la Commission du 23 juin 2016 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les sels d'ammonium inorganiques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 166 du 24 juin 2016, pp. 1-4.

Toxicovigilance

Arrêté du 21 mars 2016 relatif à l'organisme chargé de la réception des déclarations des produits chimiques dans le cadre des articles L. 4411-4 du Code du travail et R. 1342-13 du Code de la santé publique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 75 du 30 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Valeurs limites

Décret n° 2016-344 du 23 mars 2016 fixant une valeur limite d'exposition professionnelle contraignante pour le styrène.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 71 du 24 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 23 mars 2016 fixant une valeur limite d'exposition professionnelle indicative pour un agent chimique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 71 du 24 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Risques physiques et mécaniques

BTP

Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 45 du 23 février 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Conduite d'engins

Arrêté du 9 mars 2016 modifiant l'arrêté du 24 mars 2006 portant création du certificat d'aptitude professionnelle « conducteur d'engins : travaux publics et carrières ».

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 71 du 24 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Echafaudages

Arrêté du 14 avril 2016 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance des spécialités de brevet de technicien supérieur relevant des dispositions du Code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

Ministère chargé de l'Enseignement. Journal officiel n° 109 du 11 mai 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Travaux à proximité des ouvrages et réseaux

Ordonnance n° 2016-282 du 10 mars 2016 relative à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 60 du 11 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 12 janvier 2016 modifiant l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du Code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal Officiel du 30 décembre 2016, texte n°28 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.)

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 332 du 9 septembre 2016, pp. 84-113.

Arrêté du 11 février 2016 portant retrait d'habilitation d'un organisme et fixant la liste des organismes habilités pour procéder aux examens CE de type, à l'évaluation de systèmes de garantie de qualité CE et à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE concernant les équipements de protection individuelle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 45 du 23 février 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

PROTECTION INDIVIDUELLE

Règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil.

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 81 du 31 mars 2016, pp. 51-98.

Rectificatif au règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 331 du 6 décembre 2016, p. 14.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 14 du 15 janvier 2016, p. 111.

RISQUE MÉCANIQUE

Ascenseurs

Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel n° 105 du 5 mai 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 12 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 293 du 12 août 2016, pp. 64-67.

Machine / équipements de travail

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 14 du 15 janvier 2016, p. 1-99.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Communication européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 84 du 4 mars 2016, p. 13.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 173 du 13 mai 2016, pp. 1-93.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 332 du 9 septembre 2016, pp. 1-83.

Instruction technique SG/SAFSL/SDTPS/2016-700 du 31 août 2016 ayant pour objet l'instruction relative à la mise en sécurité des déchiqueteuses en service.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, n° 37 du 1er septembre 2016, 30 p.

Arrêté du 12 avril 2016 portant interdiction de mise sur le marché et de maintien en service de sableuses.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 95 du 22 avril 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Tracteurs agricoles et forestiers

Décret n° 2016-1010 du 21 juillet 2016 relatif à la mise en conformité des dispositions nationales avec le droit de l'Union européenne sur la réception et la surveillance du marché des tracteurs agricoles et forestiers.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 23 juillet 2016, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Arrêté du 16 février 2016 portant habilitation de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques pour la mise en œuvre des procédures d'évaluation de la conformité des appareils et systèmes de protections destinés à être utilisés en atmosphères explosibles prévues à l'article R. 557-7-5 du code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 48 du 26 février 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 126 du 8 avril 2016, pp. 1-12.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 126 du 8 avril 2016, pp. 13-24.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 293 du 12 août 2016, pp. 52-63.

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 21 avril 2016 définissant les procédures d'accès, de séjour et de secours des activités hyperbares exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B «archéologie sous-marine et subaquatique».

Ministère chargé de la Culture. Journal officiel n° 106 du 7 mai 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Arrêté du 12 décembre 2016 définissant les modalités de formation à la sécurité des travailleurs exposés au risque hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2016, texte n° 71 (www.legifrance.gouv.fr, 31 p.)

Arrêté du 25 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 août 2016, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Champs électromagnétiques

Décret n° 2016-1074 du 3 août 2016 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux champs électromagnétiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 août 2016, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr, 8 p.).

Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux grandeurs physiques que représentent les valeurs limites d'exposition professionnelle et les valeurs déclenchant l'action décrivant l'exposition à des champs électromagnétiques en milieu de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 décembre 2016, texte n° 42 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 293 du 12 août 2016, pp. 29-51.

Compatibilité électromagnétique

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 173 du 13 mai 2016, pp. 142-161.

Équipement sous pression

Décret n° 2016-1925 du 28 décembre 2016 relatif au suivi en service des appareils à pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 décembre 2016, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Arrêté du 30 décembre 2015 relatif aux équipements sous pression nucléaires.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 janvier 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 11 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/29/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 138 du 20 avril 2016, pp. 2-3.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 293 du 12 août 2016, pp. 1-25.

Installations électriques / matériel électrique

Décret n° 2016-1318 du 5 octobre 2016 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 octobre 2016, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 21 novembre 2016 relatif à la procédure et aux modalités de l'agrément des organismes de formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 novembre 2016, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Circulaire du 25 mai 2016 relative à la mise à jour des instructions relatives aux réglementations techniques « basse tension » et « compatibilité électromagnétique ».

Ministères chargés des Finances (circulaire.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 126 du 8 avril 2016, pp. 25-115.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 173 du 13 mai 2016, pp. 162-273.

Installations frigorifiques

Arrêté du 15 décembre 2016 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 décembre 2016, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 8 p.).

Arrêté du 15 décembre 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts, et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 décembre 2016, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Rayonnements ionisants

Ordonnance n° 2016-128 du 10 février 2016 portant diverses dispositions en matière nucléaire.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel n° 35 du 11 février 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 28 p.).

Rayonnements optiques artificiels

Arrêté du 1^{er} mars 2016 relatif aux modalités de l'évaluation des risques résultant de l'exposition aux rayonnements optiques artificiels en milieu de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 66 du 18 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 1^{er} mars 2016 relatif aux conditions d'accréditation des organismes pouvant procéder au mesurage de l'exposition aux rayonnements optiques artificiels en milieu de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel n° 66 du 18 mars 2016 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Motocyclettes

Décret n° 2016-1232 du 19 septembre 2016 relatif à l'obligation de porter des gants pour les conducteurs et les passagers de motocyclette, de tricycle à moteur, de quadricycle à moteur ou de cyclomoteur.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 20 septembre 2016, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 19 septembre 2016 relatif aux caractéristiques des gants portés par les conducteurs et les passagers de motocyclette, de tricycle à moteur, de quadricycle à moteur ou de cyclomoteur.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 20 septembre 2016, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Transport routier

Arrêté du 21 mars 2016 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2008 relatif à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 mars 2016, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Transport de matières dangereuses

Directive (UE) 2016/2309 de la Commission du 16 décembre 2016 portant quatrième adaptation au progrès scientifique et technique des annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 345 du 20 décembre 2016, pp. 48-49.

Arrêté du 28 novembre 2016 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 6 décembre 2016, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 16 p.).

Textes officiels

environnement,
santé publique et sécurité civile

Environnement

FLUIDES FRIGORIGÈNES

Décret n° 2016-1740 du 15 décembre 2016 modifiant les articles R. 543-76 et R. 543-77-1 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 17 décembre 2016, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 25 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2007 relatif à l'agrément des organismes prévu à l'article R. 543-108 du Code de l'environnement, l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés et l'arrêté du 29 février 2016 modifiant les arrêtés relatifs à l'agrément des organismes et à la délivrance des attestations de capacité et d'aptitude pris en application des articles R. 543-105, R. 543-106 et R. 543-108 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 juillet 2016, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>	<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3-4-5	Jeune _____	6
Affichage _____	5	Lieu de travail _____	5
Agriculture _____	5-14-15	Machine _____	14
Amiante _____	10-11	Maladie professionnelle _____	3-4-5
Ascenseur _____	14	Motocyclette _____	17
Assistant dentaire _____	10	Norme _____	13-14-15-16-16
Atmosphère explosible _____	15	Organisme agréé / accrédité/habilité _____	9-12-14-15-17
BTP _____	13	Pénibilité _____	6-7
Champ électromagnétique _____	15	Produit chimique _____	9-10-11-12
Chantier forestier _____	5	Rayonnement optique _____	17
CHSCT _____	8-9	Rayonnements ionisants _____	17
Cinéma _____	7	Risque biologique _____	10
COCT _____	9	Réseaux de distribution _____	13
Compatibilité électromagnétique _____	16	Restauration _____	7
CMR _____	9	Sécurité sociale _____	3-4-5
Déchet d'activités de soins _____	10	Service de santé au travail _____	9
Détachement _____	7-8	Surveillance médicale _____	9
Échafaudage _____	13	Tabagisme _____	5
Électricité _____	16	Tarification _____	4-5
Environnement _____	18	Toxicovigilance _____	12
EPI _____	13-14-17	Tracteur _____	14-15
Équipement de travail _____	14	Transport de matières dangereuses _____	17
Équipement sous pression _____	16	Transport routier _____	17
Établissement de soins _____	5-6	Vaccination _____	10
Fluide frigorigène _____	18	Valeur limite _____	12
Fonction publique _____	5-6-9	Vapotage _____	5
Gant _____	17	Vestiaire _____	5
Hyperbare _____	15		
Installation frigorifique _____	16-17		

